ML. L. 6257/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 20 mai 1958, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'application des dispositions de la loi du 20 décembre 1957 portant revision du statut des greffiers de l'ordre judiciaire et du personnel des greffes des cours et tribunaux", a donné le 22 mai 1958 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 20e mei 1958 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de toepassing van de bepalingen van de wet van 20 december 1957 houdende herziening van het statuut van de griffiers van de rechterlijke macht en van het personeel van de griffies van hoven en rechtbanken", heeft de 22e mei 1958 het volgend advies gegeven :

Selon son intitulé, le projet est relatif à l'application des dispositions de la loi du 20 décembre 1957 portant revision du statut des greffiers de l'ordre judiciaire et du personnel des greffes des cours et tribunaux.

La loi du 20 décembre 1957 modifie la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre II du Code de procédure pénale militaire, la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, ainsi que la loi coordonnée des 3 août 1919 et 27 mai 1947.

Le projet ne tend à exécuter que certaines dispositions des lois modifiées par la loi du 20 décembre 1957.

Pour cette raison notamment, il serait préférable de rédiger l'intitulé comme suit :

"Arrêté royal relatif au statut des greffiers de l'ordre judiciaire et du personnel des greffes des cours et tribunaux".

\+

\+ \+

Le projet tend notamment à octroyer des indemnités et des jetons de présence aux membres des jurys d'examen qu'il érige. Selon l'article 13 de l'arrêté du Régent du 15 décembre 1948 réglant les attributions du Comité du budget, modifié par l'arrêté du Régent du 20 mars 1950, les propositions relatives à l'octroi d'indemnités et de jetons de présence doivent être soumises à l'avis du Premier Ministre.

.../...

Pour se conformer au prescrit de l'article 17 du même arrêté, il doit être fait mention de l'avis du Premier Ministre dans le préambule du projet avec indication de sa date.

Le projet ne sera en état que lorsque cet avis aura été recueilli.

Pour le surplus, le préambule du projet serait mieux rédigé comme suit :

"Vu la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, notamment les articles 11, 12, 26, 27, 66, 78, 79, 80, 129 et 131, modifiés par la loi du 20 décembre 1957;

Vu la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre II du Code de procédure pénale militaire, notamment les articles 96bis et 115bis, modifiés par la loi du 20 décembre 1957;

Vu la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, notamment l'article 53, modifié par la loi du 20 décembre 1957;

Vu l'arrêté royal du 9 septembre 1935 organisant l'examen permettant aux candidats greffiers de justifier qu'ils sont à même de se conformer aux dispositions de la loi sur l'emploi des langues en matière judiciaire, modifié par l'arrêté royal du 4 novembre 1935 et par l'arrêté du Régent du 31 mars 1948;

Vu l'avis de Notre Premier Ministre, donné le ... ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition ...".

\+

\+ \+

L'article 1er énonce les conditions requises pour être nommé commis-greffier, rédacteur ou employé dans un greffe ou traducteur au greffe de la Cour de cassation.

Les conditions que cet article énumère sont, soit déterminées dans la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire et dans la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre II du Code de procédure pénale militaire, modifiées toutes deux par la loi du 20 décembre 1957, soit prévues par d'autres textes légaux (article 6 de la Constitution, article 100 des lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service, coordonnées par l'arrêté royal du 2 septembre 1957), soit nouvelles.

Sont nouvelles : la condition de jouir des droits civils et politiques, celle d'être de conduite irréprochable et celle d'avoir satisfait à un examen médical.

Ces nouvelles conditions s'appliquent, selon le projet, tant à la nomination des commis-greffiers confiée au Roi par la loi du 18 juin 1869, modifiée par la loi du 20 décembre 1957, qu'à la nomination des rédacteurs des greffes, des employés des greffes et des traducteurs au greffe de la Cour de cassation, confiée au Ministre de la Justice par la même loi.

L'organisation judiciaire constitue l'une des matières que la Constitution a réservées au législateur (article 139, 6°, de la Constitution).

.../...

Il est, dès lors, douteux que le Roi puisse, faute d'y avoir été habilité, ajouter aux conditions fixées par la loi d'autres conditions qu'il arrêterait à son tour.

Sans doute le Roi dispose-t-il, dans la mesure où il est chargé de nommer certains membres du personnel des greffes, du pouvoir discrétionnaire de choisir parmi les candidats réunissant les conditions légales, ceux qu'il juge convenir le mieux à l'emploi. Ce pouvoir s'exerce à l'occasion de chaque nomination et rien ne fait obstacle à ce que le choix soit opéré suivant une ligne de conduite que le chef du pouvoir exécutif se trace à lui-même. Il ne s'ensuit pas cependant que le Roi puisse transformer tout ou partie de critères qui le guident en règles générales et abstraites qui compléteraient les conditions formulées dans la loi.

Cette observation revêt une importance particulière en tant qu'elle concerne l'obligation "d'avoir satisfait à un examen médical dont Notre Ministre de la Justice fixe les conditions".

La difficulté n'en devient que plus complexe lorsqu'il s'agit de membres du personnel dont la nomination est confiée par la loi au Ministre de la Justice.

Le problème de légalité que soulèvent certaines des conditions énoncées à l'article 1er requerrait un examen plus approfondi, mais le bref délai dans lequel l'avis est demandé au Conseil d'Etat ne le permet pas.

Il serait, dès lors, préférable d'omettre l'article 1er qui, quant au reste, se borne à reproduire la loi.

\+

\+ \+

L'article 6 du projet dispose qu'il est dû, par les candidats aux emplois de rédacteur et d'employé de greffe, un droit de cent francs lors de l'inscription à l'examen de maturité.

En vertu des articles 110 et 113 de la Constitution, aucun impôt ne peut être établi que par la loi et aucune rétribution ne peut l'être au profit de l'Etat qu'en vertu d'une loi.

Ni la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, ni la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre II du Code de procédure pénale militaire, modifiées par la loi du 20 décembre 1957, ne comportent des dispositions autorisant le Roi à fixer des droits d'inscription aux examens de maturité pour candidats rédacteurs et employés.

Le projet manque donc, sur ce point, de fondement légal et la disposition critiquée devrait être omise.

Cette observation vaut également pour la rétribution prévue à l'article 1er, 1°.

+

+ +

L'article 7, a, prévoit qu'un des membres du jury est un professeur de l'enseignement moyen du degré supérieur, choisi parmi le personnel enseignant de l'Etat, des provinces, des communes ou des etablissements privés subventionnés ou agréés.

Le terme "agréé" est impropre lorsqu'il s'agit, comme en l'occurrence, de l'enseignement moyen. Les lois sur l'enseignement moyen, coordonnées par l'arrêté royal du 30 avril 1957, emploient uniquement les termes "établissements privés subventionnés" et "sections privées subventionnées".

La même observation vaut pour l'article 7, b, in fine.

+

Selon l'article 14, § 2, des indemnités sont allouées au président, aux assesseurs et aux secrétaires des jurys d'examen.

Aux termes de l'article 7, la présidence de ces jurys est assurée par un magistrat de l'ordre judiciaire.

L'article 14, § 2, devra, le cas échéant, être revu en tant qu'il alloue des indemnités à des magistrats lorsque la date limite fixée par la loi du 28 avril 1958, prorogeant pour 1957 et 1958 la loi du 20 mars 1954 modifiant l'article 232 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, sera atteinte.

La même observation doit être faite pour l'article 22, § 3, en tant que cette disposition prévoit des indemnités pour le président du jury chargé de délivrer le certificat de candidat-greffier.

\+

\+ \+

L'article 15 devrait être rédigé comme suit :

"Article 15.-

Le certificat de candidat greffier, prévu par les articles 11, §§ 2, 3 et 4, 26, §§ 2, 3 et 4, 66, §§ 1er, 2 et 6, 79, §§ 2 et 3, et 129, §§ 3 et 4, de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire , modifiée par la loi du 20 décembre 1957, est délivré à ceux qui satisfont à l'épreuve prévue aux articles suivants".

\+

\+ \+

.../...

Le début de l'article 18 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 18.-

L'examen consiste en une épreuve écrite.

Cette épreuve porte sur des questions ayant trait aux matières suivantes : ... (la suite comme au le projet) ...".

\+

\+ +

Aux termes de l'article 27 : "Sur avis conforme du Procureur général ou de l'Auditeur général, le chef de greffe peut prolonger le stage ou y mettre fin immédiatement".

Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat par le délégué du Ministre, l'article aurait pour objet d'autoriser le chef de greffe à décider dans des cas particuliers et lorsque le stage ne se fait pas d'une manière satisfaisante, soit la prolongation du stage au-delà du minimum requis par la loi, soit la fin prématurée du stage. Dans le premier cas, le candidat ne pourra être nommé avant l'accomplissement du stage prolongé par la décision du "chef de greffe", dans le second cas il sera exclu de toute nomination faute d'avoir effectué le minimum de stage requis par la loi.

.../...

La loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, modifiée par la loi du 20 décembre 1957, fixe, en effet, la durée du stage pour les docteurs en droit candidats aux fonctions de greffier. Elle dispose que le candidat, s'il est docteur en droit, doit avoir fait "pendant un an au moins un stage" au greffe d'une cour, d'un tribunal ou d'une justice de paix, selon le cas (article 26, §§ 1er et 2, article 66, § 1er, article 78, article 79, § 1er, article 129, §§ 1er et 2). Toutefois, si le candidat, docteur en droit, postule un emploi de greffier-chef de greffe de justice de paix, un stage "de six mois au moins" au greffe d'un tribunal ou d'une justice de paix est suffisant (article 11, § 1er).

En accordant au chef de greffe le pouvoir de prolonger le stage sur avis conforme du procureur général ou de l'auditeur général, le Gouvernement semble estimer que les termes "pendant un an (ou six mois) au moins" habilitent le Roi, peut-être en tant qu'il est chargé de l'organisation du stage, à prévoir des modalités suivant lesquelles le stage peut être prolongé.

En l'absence de disposition expresse accordant au Roi un tel pouvoir, la légalité de la prolongation du stage, au demeurant non rétribué, peut être discutée, d'autant plus que dans diverses autres dispositions de la loi sur l'organisation judiciaire, les termes "pendant au moins ... ans" signifient que la condition est remplie dès que le temps minimum fixé par la loi est atteint. Personne n'a considéré que dans ces cas (cfr. notamment les articles 17, 18, 69 et 123 de la loi sur l'organisation judiciaire) le Roi possède le pouvoir de déterminer des modalités selon lesquelles la durée minimum fixée par la loi peut être prolongée.

.../...

On ne peut d'autre part admettre que le pouvoir d'organiser le stage implique celui d'arrêter des modalités relatives à sa durée lorsque la loi a, elle-même, réglé ce point et l'a ainsi dissocié des autres points relatifs au stage.

L'article 27 du projet prévoit aussi que le chef de greffe peut, sur avis des mêmes autorités, "mettre fin immédiatement" au stage.

Le stage constitue pour le candidat docteur en droit l'une des conditions d'accession aux fonctions de greffier. Il serait contraire aux principes généraux en matière d'admissibilité aux emplois qu'une autorité puisse, d'une manière arbitraire, empêcher un candidat de remplir l'une des conditions nécessaires pour pouvoir être nommé. Seuls des motifs graves, tels le manque d'assiduité, la négligence ou la faute graves peuvent être de nature à justifier le renvoi prématuré du stagiaire.

Enfin, il serait mieux en harmonie avec l'organisation du pouvoir judiciaire de remplacer les mots "sur avis conforme du" par "avec l'autorisation du".

L'article 27 devrait être revu en tenant compte de cette observation.

\+

\+ \+

.../...

Articles 31, 33 et 35.

Il serait souhaitable de ne pas viser l'arrêté royal du 9 septembre 1935 et de rédiger ces dispositions comme suit :

"Article 31.-

Ce jury est constitué de la même manière que les jurys destinés à permettre aux candidats greffiers de justifier qu'ils sont à même de se conformer aux dispositions de la loi sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

Article 33.-

L'examen de connaissance suffisante de la langue de la minorité linguistique est subi devant les jurys destinés à permettre aux candidats greffiers de justifer qu'ils sont à même de se conformer aux dispositions de la loi sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

Article 35.-

Toutes les dispositions relatives à l'organisation de l'examen permettant aux candidats greffiers de justifier qu'ils sont à même de se conformer aux dispositions de la loi sur l'emploi des langues en matière judiciaire, sont applicables aux examens de connaissance suffisante de la langue allemande ou de la langue de la minorité linguistique, à l'exception de celles relatives à la date de la session, au programme et à la formule du certificat, laquelle est conforme au modèle annexé au présent arrêté".

\+

\+ \+

.../...

Selon l'article 36 les certificats de maturité et de candidat greffier délivrés à la suite des épreuves décrites dans les articles précédents, fournissent la justification de la connaissance de la langue nationale dans laquelle l'épreuve a été subie.

L'article 53, § 4, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, tel qu'il a été modifié par l'article 14 de la loi du 20 décembre 1957 ,dispose :

"La justification de la connaissance de l'une ou de l'autre langue nationale se fait par la production d'un certificat d'études émanant d'un établissement d'enseignement soumis à la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

La justification de la connaissance de l'autre langue nationale est faite au moyen d'un examen comprenant une épreuve orale et une épreuve écrite.

Un arrêté royal fixe la matière de cet examen ainsi que la composition et le fonctionnement du jury devant lequel ces épreuves sont subies.

A défaut de la production du certificat d'études, la justification de la connaissance des deux langues nationales se fait par l'examen prévu à l'alinéa précédent".

.../...

Selon l'article 54 bis de la loi du 15 juin 1935, modifié par l'article 14 de la loi du 20 décembre 1957, l'article 53 précité est applicable aux commis-greffiers ainsi qu'aux rédacteurs et aux employés.

Il résulte des renseignements obtenus que le Gouvernement entend assimiler les certificats de maturité et de candidat greffier aux certificats délivrés par les jurys prévus par l'arrêté royal du 9 septembre 1935 pour la justification de la connaissance de la langue dans laquelle les examens ont été subis.

Les certificats de maturité sont requis pour être nommé rédacteur ou employé de greffe. Ils sont délivrés à la suite d'un examen comprenant une épreuve orale et une épreuve écrite.

Les certificats de candidat greffier sont requis pour être nommé commis-greffier. Ils sont délivrés à la suite d'un examen comprenant une épreuve écrite seulement.

En tant que le Gouvernement entend faire produire au certificat de candidat greffier les mêmes effets qu'au certificat délivré conformément à l'arrêté royal du 9 septembre 1935, il s'écarte de l'article 53 de la loi du 15 juin 1935, selon lequel l'examen doit comporter une épreuve orale et une épreuve écrite.

Le Conseil d'Etat propose dès lors de rédiger l'article 36 comme suit :

.../...

"Article 36.-

Les certificats de maturité délivrés aux candidats rédacteurs et aux candidats employés de greffe font preuve de la connaissance de la langue dans laquelle l'examen a été subi, au même titre que les certificats délivrés à la suite de l'examen permettant aux candidats greffiers de justifier qu'ils sont à même de se conformer aux dispositions de la loi sur l'emploi des langues en matière judiciaire".

+

\+ +

L'article 37 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 37.-

L'examen portant sur la connaissance du français ou du néerlandais prévu pour la nomination aux fonctions de traducteur au greffe de la Cour de cassation par l'article 131, § 1er, alinéa 3, de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, modifiée par la loi du 20 décembre 1957, est le même que celui prévu par la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire et qui est destiné à permettre aux docteurs en droit de justifier de la connaissance approfondie de l'une ou de l'autre langue nationale".

+

\+ +

Le projet devrait être complété par une disposition chargeant le Ministre de la Justice de son exécution.

Zoals uit het opschrift blijkt, heeft het ontwerp betrekking op de toepassing van de bepalingen van de wet van 20 december 1957 houdende herziening van het statuut der griffiers van de rechterlijke macht en van het personeel van de griffies van hoven en rechtbanken.

De wet van 20 december 1957 wijzigt de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting, de wet van 15 juni 1899 inhoudende titel II van het Wetboek van militaire strafrechtspleging, de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, en de gecoördineerde wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947.

Het ontwerp-besluit legt alleen sommige bepalingen van de door de wet van 20 december 1957 gewijzigde wetten ten uitvoer.

Dit is een van de redenen waarom het aanbeveling verdient het opschrift als volgt te redigeren :

"Koninklijk besluit betreffende het statuut van de griffiers van de rechterlijke macht en van het personeel van de griffies van hoven en rechtbanken".

\+

\+ \+

Het ontwerp heeft onder meer tot doel, vergoedingen en presentiegeld toe te kennen aan de leden van de examencommissies welke het opricht. Volgens

.../...

artikel 13 van het besluit van de Regent van 15 december 1948 houdende regeling van de ambtsbevoegdheden van het Begrotingscomité, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 20 maart 1950, moeten de voorstellen betreffende de toekenning van vergoedingen en presentiegeld voor advies aan de Eerste-Minister worden voorgelegd.

Overeenkomstig het voorschrift van artikel 17 van hetzelfde besluit moet van het advies van de Eerste-Minister in de aanhef van het ontwerp melding worden gemaakt met opgave van de datum.

Het ontwerp zal eerst in regel zijn als bedoeld advies is ingewonnen.

Overigens kan de aanhef van het ontwerp beter als volgt worden gelezen :

"Gelet op de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting, inzonderheid op de artikelen 11, 12, 26, 27, 66, 78, 79, 80, 129 en 131, gewijzigd bij de wet van 20 december 1957;

Gelet op de wet van 15 juni 1899 inhoudende titel II van het Wetboek van militaire strafrechtspleging, inzonderheid op de artikelen 96bis en 115bis, gewijzigd bij de wet van 20 december 1957;

Gelet op de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, inzonderheid op artikel 53, gewijzigd bij de wet van 20 december 1957;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 9 september 1935 tot regeling van het examen waarbij de kandidaat-griffiers in de gelegenheid gesteld worden te bewijzen dat zij in staat zijn de voorschriften van de wet op het gebruik der talen in gerechtszaken na te leven, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 november 1935 en bij het besluit van de Regent van 31 maart 1948;

Gelet op het advies van Onze Eerste-Minister, gegeven de ...;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht ...".

\+

\+ \+

Artikel 1 somt de vereisten op om tot griffiersklerk, opsteller of bediende in een griffie of tot vertaler bij de griffie van het Hof van verbreking te worden benoemd.

De in dit artikel opgesomde vereisten zijn ofwel bepaald in de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting en in de wet van 15 juni 1899 inhoudende titel II van het Wetboek van militaire strafrechtspleging, beide gewijzigd bij de wet van 20 december 1957, ofwel vastgesteld in andere wetteksten (artikel 6 van de Grondwet, artikel 100 van de dienstplichtwetten, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 2 september 1957), ofwel nieuw.

.../...

Nieuw zijn: de vereiste de burgerlijke en politieke rechten te genieten, de vereiste van onberispelijk gedrag te zijn en de vereiste een geneeskundig onderzoek te hebben ondergaan.

Deze nieuwe vereisten gelden, volgens het ontwerp, zowel voor de benoeming van griffiersklerken, waarmede de Koning belast is door de wet van 18 juni 1869, gewijzigd bij de wet van 20 december 1957, als voor de benoeming van opstellers en bedienden in een griffie en van vertalers bij de griffie van het Hof van verbreking, welke benoemingen door dezelfde wet aan de Minister van Justitie zijn opgedragen.

De rechterlijke inrichting is een der zaken welke de Grondwet voor de wetgever heeft voorbehouden (artikel 139, 6°, van de Grondwet).

Het is dus zeer de vraag of de Koning aan de door de wet gestelde vereisten nog andere, door hem vastgestelde vereisten kan toevoegen zonder daartoe gemachtigd te zijn.

Inzover hij belast is met de benoeming van sommige leden van het griffiepersoneel kan de Koning ongetwijfeld uit de kandidaten, die aan de wettelijke vereisten voldoen, naar goedvinden diegenen kiezen die hij best geschikt acht. Die bevoegdheid wordt bij iedere benoeming uitgeoefend en belet niet dat de keuze geschiedt volgens een gedragslijn die het hoofd van de uitvoerende macht zichzelf oplegt. Hieruit volgt echter niet, dat de Koning de door hem gevolgde criteria geheel of gedeeltelijk kan veranderen in algemene en abstracte regels, die aan de wettelijke vereisten zouden worden toegevoegd.

.../...

Deze opmerking is van bijzonder belang ten aanzien van de verplichting "een geneeskundig onderzoek te hebben ondergaan waarvan de voorwaarden door Onze Minister van Justitie worden vastgesteld".

De moeilijkheid wordt nog groter wanneer het bedienden betreft die krachtens de wet door de Minister van Justitie moeten worden benoemd.

Het vraagstuk van de wettigheid van sommige der in artikel 1 opgesomde vereisten zou grondiger moeten worden onderzocht; dit is echter onmogelijk, gezien de korte termijn waarover de Raad van State beschikt.

Het verdient derhalve aanbeveling artikel 1, dat zich voor het overige aan de tekst van de wet houdt, te schrappen.

\+

\+ \+

Artikel 6 van het ontwerp bepaalt, dat de kandidaten voor betrekkingen van opsteller en bediende in de griffies een inschrijvingsrecht van 100 frank dienen te betalen voor het maturiteitsexamen.

Krachtens de artikelen 110 en 113 van de Grondwet kan ten behoeve van het Rijk geen belasting worden ingevoerd en kan geen vergelding worden gevorderd dan bij een wet.

.../...

Noch de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting, noch de wet van 15 juni 1899 inhoudende titel II van het Wetboek van militaire strafrechtspleging, gewijzigd bij de wet van 20 december 1957, bevatten bepalingen die de Koning machtigen tot het vaststellen van inschrijvingsrechten voor de matuiteitsexamens tenbehoeve van kandidaten voor betrekkingen van opsteller of bediende.

Wat dit betreft, mist het ontwerp dus rechtsgrond; de bepaling dient derhalve te vervallen.

Dezelfde opmerking geldt ook voor de vergelding bedoeld in artikel 1, 7°.

\+

\+ \+

Artikel 7, a, zegt dat een der leden van de examencommissie een leraar van het middelbaar onderwijs van de hogere graad is, gekozen uit het onderwijzend personeel van het Rijk, van de provincies, van de gemeenten of van de gesubsidieerde of erkende private inrichtingen.

De term "erkende" is niet geschikt wanneer het, zoals hier, het middelbaar onderwijs betreft. De wetten op het middelbaar onderwijs, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 30 april 1957, gebruiken alleen de termen : "gesubsidieerde bijzondere inrichtingen" en "gesubsidieerde bijzondere afdelingen".

.../...

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 7, b, in fine.

\+

\+ +

Volgens artikel 14, § 2, worden aan de voorzitter, aan de assessoren en aan de secretarissen van de examencommissies vergoedingen toegekend.

Luidens artikel 7 worden die examencommissies voorgezeten door een magistraat van de rechterlijke orde.

Artikel 14, § 2, zal, bij voorkomend geval, in zover het vergoedingen toekent aan magistraten, moeten worden herzien wanneer de uiterste datum, vastgesteld bij de wet van 28 april 1958 tot verlenging, voor de jaren 1957 en 1958, van de wet van 20 maart 1954 tot wijziging van artikel 232 van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting, zal zijn bereikt.

Dezelfde opmerking moet worden gemaakt ten aanzien van artikel 22, § 3, inzover hierin wordt bepaald, dat vergoedingen worden toegekend aan de voorzitter van de commissie die belast is met de afgifte van het getuigschrift van kandidaat-griffier.

\+

\+ +

.../...

Artikel 15 dient als volgt te worden gelezen :

"Artikel 15.-

Het getuigschrift van kandidaat-griffier, bedoeld in de artikelen 11, §§ 2, 3 en 4, 26, §§ 2, 3 en 4, 66, §§ 1, 2 en 6, 79, §§ 2 en 3, en 129, §§ 3 en 4, van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting, gewijzigd bij de wet van 20 december 1957, wordt afgegeven aan hen die voor het in de volgende artikelen bepaalde examen slagen".

+

\+ +

Het begin van artikel 18 kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 18.-

Het examen omvat een schriftelijk gedeelte.

Dit gedeelte loopt over vragen die betrekking hebben op de volgende vakken :

... (voorts zoals in het ontwerp) ...

+

\+ +

Artikel 27 zegt : "Op gensluidend advies van de procureur-generaal of van de auditeur-generaal kan het griffiehoofd de stage verlengen of er onmiddellijk een einde aan maken".

.../...

Naar de gemachtigde van de Minister aan de Raad van State heeft medegedeeld, is de bedoeling van dit voorschrift, het griffiehoofd te machtigen om, in bijzondere gevallen en wanneer de stage onvoldoende resultaten oplevert, te beslissen dat de stage langer dan de wet als minimum eist zal worden voortgezet of dat zij voortijdig zal worden afgebroken. In het eerste geval zal de kandidaat niet kunnen worden benoemd vooraleer de ingevolge de beslissing van het griffiehoofd verlengde stage volledig is beëindigd, in het tweede geval kan hij hoegenaamd niet worden benoemd omdat hij niet de door de wet voorgeschreven minimum-stage heeft doorgemaakt.

De wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting, zoals zij door de wet van 20 december 1957 is gewijzigd, bepaalt immers de duur van de stage voor doctors in de rechten die kandidaat zijn voor het ambt van griffier. Zij schrijft voor, dat de kandidaat die doctor in de rechten is, "gedurende ten minste één jaar" bij de griffie van een hof, een rechtbank of een vredegerecht, naar gelang van het geval, stage moet hebben gedaan (artikel 26, §§ 1 en 2, artikel 66, § 1, artikel 78, artikel 79, § 2, artikel 129, §§ 1 en 2). Voor een benoeming tot griffier-griffiehoofd van een vredegerecht, kan voor de doctor in de rechten worden volstaan met een stage van "ten minste zes maanden" bij de griffie van een rechtbank of een vredegerecht (artikel 11, § 1).

.../...

Wanneer de Regering het griffiehoofd nu machtigt om op eensluidend advies van de procureur-generaal of de auditeur-generaal de stage te verlengen, schijnt zij ervan uit te gaan dat de woorden "gedurende ten minste één jaar (zes maanden)" impliceren dat de Koning, wellicht in zover hij met de regeling van de stage is belast, bevoegd is om regelen vast te stellen volgens welke de stage kan worden verlengd.

Bij ontstentenis van een uitdrukkelijk voorschrift waarbij de Koning een zodanige bevoegdheid wordt opgedragen, is de wettigheid van een verlenging van de stage, die overigens niet bezoldigd wordt, betwistbaar, te meer daar de woorden "gedurende ten minste ... jaar" in tal van andere artikelen van de wet op de rechterlijke inrichting betekenen, dat aan de voorwaarde is voldaan zodra de door de wet vastgestelde minimumtijd is bereikt. Nooit is beweerd, dat de Koning in die gevallen (cfr onder meer de artikelen 17, 18, 69 en 123 van de wet op de rechterlijke inrichting) bevoegd is om regelen uit te vaardigen volgens welke de in de wet bepaalde minimumduur kan worden verlengd.

Voorts gaat het niet op, te beweren dat in de bevoegdheid tot het regelen van de stage ook besloten ligt de bevoegdheid om regelen in verband met de duur ervan vast te stellen, terwijl de wet zelf dit punt heeft geregeld en het daardoor van andere punten betreffend de stage heeft losgemaakt.

Ook bepaalt artikel 27 van het ontwerp dat het griffiehoofd op advies van dezelfde overheden "aan de stage onmiddellijk een einde kan maken".

.../...

De stage nu is voor de kandidaat die doctor in de rechten is een van de voorwaarden voor benoeming tot griffier. Het ware dan ook strijdig met de algemene beginselen inzake toelating tot betrekkingen, dat een overheid op willekeurige wijze een kandidaat kan verhinderen aan een van de gestelde benoemingseisen te voldoen. Alleen gewichtige redenen, zoals het gemis van stiptheid, een ernstige nalatigheid of een zware fout kunnen een voortijdig ontslag van de stagiaire wettigen.

Ten slotte vervange men, om beter in de lijn te blijven van de organisatie van de rechterlijke macht, de woorden "op eensluidend advies van" door "met de toelating van".

Artikel 27 behoort met inachtneming van deze opmerkingen te worden herzien.

Artikelen 31, 33 en 35.

Het verdient aanbeveling niet te verwijzen naar het koninklijk besluit van 9 september 1935 en deze bepalingen als volgt te lezen :

"Artikel 31.-

Deze examencommissie wordt op dezelfde wijze samengesteld als de examencommissies die kandidaat-griffiers in de gelegenheid moeten stellen te bewijzen, dat zij in staat zijn de voorschriften van de wet op het gebruik der talen in gerechtszaken na te leven .

.../...

Artikel 33.-

Het examen over de voldoende kennis van de taal van de minderheidstaalgroep wordt afgelegd voor de examencommissies die kandidaat-griffiers in de gelegenheid moeten stellen te bewijzen, dat zij in staat zijn de voorschriften van de wet op het gebruik der talen in gerechtszaken na te leven.

Artikel 35.-

Alle bepalingen betreffende de inrichting van het examen dat kandidaat-griffiers in de gelegenheid moet stellen te bewijzen dat zij in staat zijn de voorschriften van de wet op het gebruik der talen in gerechtszaken na te leven, behalve de bepalingen betreffende de datum van de zittijd, het programma en het formulier van het getuigschrift, dat overeenkomt met het bij dit besluit gevoegd model, zijn van toepassing op de examens over de voldoende kennis van de Duitse taal of van de taal van de minderheidstaalgroep".

+

\+ +

.../...

Volgens artikel 36 leveren het maturiteitsgetuigschrift en het getuigschrift van kandidaat-griffier die ingevolge de in de voorgaande artikelen beschreven examens worden afgegeven, het bewijs van de kennis van de landstaal waarin het examen werd afgelegd.

Artikel 53, § 4, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, zoals het is gewijzigd bij artikel 14 van de wet van 20 december 1957, bepaalt :

"Het bewijs der kennis van een der beide landstalen wordt geleverd door overlegging van een studiebewijs, afgegeven door een onderwijsinrichting onderworpen aan de wet van 14 juli 1932 houdende de taalregeling in het lager en in het middelbaar onderwijs.

Het bewijs der kennis van de andere landstaal wordt geleverd door middel van een examen, dat bestaat uit een mondeling en een schriftelijk gedeelte.

Een koninklijk besluit bepaalt de stof van dit examen, alsook de samenstelling en de werkwijze van de examencommissie die het afneemt.

Wordt geen studiebewijs overgelegd, dan wordt het bewijs der kennis van beide landstalen geleverd door middel van het examen waarvan sprake in het vorige lid".

.../...

Volgens artikel 54bis van de wet van 15 juni 1935, gewijzigd bij artikel 14 van de wet van 20 december 1957, is evenvermeld artikel 53 van toepassing op de griffiersklerken, alsook op de opstellers en de bedienden.

Uit ingewonnen inlichtingen blijkt, dat de Regering het naturiteitsgetuigschrift en het getuigschrift van kandidaat-griffier wil gelijkstellen met de getuigschriften afgegeven door de examencommissies die bij het koninklijk besluit van 9 september 1935 zijn ingesteld voor het bewijzen van de kennis der taal waarin de examens zijn afgelegd.

Het maturiteitsgetuigschrift is vereist voor benoeming tot opsteller of bediende in een griffie. Het wordt afgegeven na een examen dat uit een mondeling en een schriftelijk gedeelte bestaat.

Het getuigschrift van kandidaat-griffier is vereist voor benoeming tot griffiersklerk. Het wordt afgegeven na een uitsluitend schriftelijk examen.

Inzover de Regering aan het getuigschrift van kandidaat-griffier dezelfde uitwerking wil verlenen als aan het getuigschrift afgegeven overeenkomstig het koninklijk besluit van 9 september 1935, wijkt zij af van artikel 53 van de wet van 15 juni 1935, volgens welk artikel het examen uit een mondeling en een schriftelijk gedeelte moet bestaan.

.../...

Voorgesteld wordt, artikel 36 als volgt te lezen :

"Artikel 36.-

Het maturiteitsgetuigschrift afgegeven aan kandidaat-opstellers en aan kandidaat-bedienden in een griffie doet blijken van de kennis van de taal waarin het examen is afgelegd, evengoed als de getuigschriften afgegeven ingevolge het examen dat kandidaat-griffiers in de gelegenheid stelt het bewijs te leveren, dat zij in staat zijn de voorschriften van de wet op het gebruik der talen in gerechtszaken na te leven".

\+

\+ +

Artikel 37 kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 37.-

Het examen over de kennis van het Nederlands of van het Frans, dat voor benoeming tot het ambt van vertaler bij de griffie van het Hof van verbreking is voorgeschreven bij artikel 131, § 1, derde lid, van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting, gewijzigd bij de wet van 20 december 1957, is hetzelfde als het examen voorgeschreven bij de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, dat doctors in de rechten in de gelegenheid moet stellen het bewijs van de grondige kennis van een van beide landstalen te leveren".

\+

\+ +

Het ontwerp dient de worden aangevuld met een bepaling die de Minister van Justitie met de uitvoering ervan belast.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat,	président
de Heren :		raadsheer van State,	voorzitter
	L. HOUREAUX,	conseillers d'Etat,	
	G. HOLOYE,	raadsheren van State,	
	C. ROUSSEAUX,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M.W. VAN ASSCHE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. W. VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.